DETTE, FISCALITÉ, BUDGET

FAIRE DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES UN ENJEU DÉMOCRATIQUE

La justice fiscale, une alternative pour la justice sociale et environnementale.

Au nom du « mur de la dette » et « des caisses vides », ne voudrait-on pas nous contraindre à ne plus oser revendiquer ? Le SNEP-FSU vous propose une analyse des mécanismes de la dette publique... et à qui elle profite !

Dette d'un État : mécanismes et enjeux

Que rembourse un État quand il emprunte ?

L'État, comme le particulier, rembourse intérêts et capital d'un emprunt. Mais le capital n'est remboursé qu'à échéance (la dernière année). Et lorsque l'État rembourse le capital, instantanément il peut réemprunter ce même capital. C'est ce qui s'appelle **« faire rouler la dette »**. Éternellement **l'État peut ne rembourser que les intérêts**.

Combien coûtent les intérêts de la dette ?

77 milliards (Mds) d'euros pour 2026. Ces intérêts, aussi appelés **« charge de la dette »**, représentent **2.6 % du PIB et 17,4 % du budget de l'État**. Cette somme est importante, objet de spéculation des marchés (augmentation des taux d'intérêts) mais **l'État est loin d'être en faillite**.

1 349 Mds d'augmentation de la dette Française en 10 ans : d'où vient la dette ?

E. Macron, « Mozart de la finance », a fait passer la dette publique française de 2 218 Mds€ en 2017 **(97 % du PIB)** à 3 567 Mds€ en 2026 **(117,5 % du PIB)** : difficile ensuite pour les chantres du néolibéralisme de dire qu'il ne faut pas s'endetter !

L'État emprunte (créant une dette) lorsque les recettes de son budget sont inférieures aux dépenses.

Alors trop de dépenses, ou pas assez de recettes ?

Trop de dépenses ?

La dépense publique : État, protection sociale, Collectivités Territoriales

État : Trop de lits à l'hôpital ? Trop de profs ? Trop de juges ? Trop de moyens pour la protection civile (Canadairs…) ?

Protection Sociale : Faut-il travailler toujours plus longtemps ? Faut-il toujours dérembourser plus les soins ?...

Collectivités Territoriales : Y-a-t-il assez de moyens pour entretenir et rénover le bâti scolaire ? Assez de moyens pour les équipements sportifs ?...

De plus, il y a massivement besoin d'investir dans la transition écologique (isolation thermique, décarbonation de l'énergie…)

Ce que disent les chiffres : Entre 2017 et 2024, les dépenses publiques sont passées de **57,7 % à 57,2 % du PIB** (Insee).

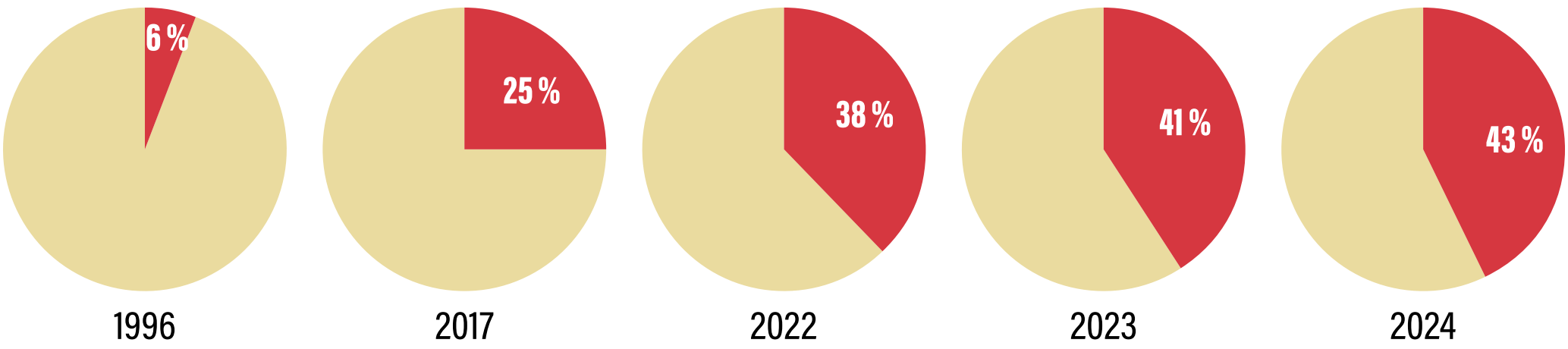
Pas assez de recettes ?

- Baisse de l'impôt sur les plus hauts revenus (**-5 Mds)**
- Baisse de l'impôt sur les sociétés **(-11 Mds)**
- Suppression de l'Impôt de Solidarité sur la Fortune **(-4 Mds)**
- Plafonnement à 30 % de l'impôt sur le revenu du capital (prélèvement forfaitaire unique dit « flat tax ») **(- 5 Mds)**
- De 1982 à 2026, le taux marginal de l'impôt sur le revenu est passé de 65 % (14 paliers) à 45 % (5 paliers) et celui sur les société de 50 % à 25 %.

Ce que disent les chiffres : Entre 2017 et 2024, les recettes publiques sont passées de **54,3 % à 51,4 % du PIB** (Insee). L'OFCE estime que depuis 2017 la baisse des recettes fiscales a été en moyenne de **60 Mds par an**.

L'État préfère financer ses dépenses en empruntant aux riches, moyennant intérêts, plutôt que de leur faire payer des impôts.
La dette est brandie pour écarter toute revendication et imposer la résignation.

AUGMENTATION DE LA FORTUNE DES 500 FAMILLES LES PLUS RICHES EN PART DE PIB



En pourcentage du PIB – sources : Revues Challenge et INSEE

Qui creuse la dette ?

N. SARKOZY, Président 5 ans

+ 657 Mds de dette

soit 131 Mds/an

F. Hollande, Président 5 ans

+ 349 Mds de dette

soit 70 Mds/an

E. Macron, Président 10 ans

+ 1 349 Mds de dette

soit 135 Mds/an

Certains semblent avoir intérêt à créer de la dette…

Aides publiques *vs* intérêt général

Plus d'EPS

Aides publiques perçues par LVMH (B. Arnault) en 2023	Coût annuel du passage à **4h d'EPS** de la 5ème à la 3ème dans le public
275 M€	**266,5 M€**
En 2023, LVMH a réalisé 15,2 Mds de bénéfices et versé 6,5 Mds de dividendes !	Estimation du SNEP-FSU au regard du salaire moyen

Carrière

Suppression de l'Impôt sur la fortune (2017)	Augmentation de 20% du point d'indice des fonctionnaires
4 Mds€ par an	**4 Mds€ par an**
Rallonge du budget de l'armée en 2026	Déroulement de carrière en classe normale au meilleur rythme pour tous et toutes
6,7 Mds€ Budget de 436 Mds€ entre 2024 et 2030	**70 M€ par an, soit 1 % de la rallonge à l'armée**

Équipements

Laisser l'évasion fiscale prospérer en France	Rénover l'ensemble des équipements sportifs en France (métropole et outre –mer)
Entre 80 et 100 Mds€ par an	**Entre 60 et 80 Mds€ sur plusieurs années selon l'ANDES** *(mais chaque année de retard la facture s'alourdit) !*

Mettre l'économie au service des besoins de l'intérêt général… c'est possible et vital !

Subir l'austérité, vivre moins bien, hypothéquer l'avenir de la jeunesse, réduire toujours plus la place et l'efficacité des services publics, de l'École, du sport scolaire… au profit de l'enrichissement d'une minorité : c'est inacceptable et dangereux ! Nos revendications sont légitimes et les moyens budgétaires existent pour répondre aux besoins du plus grand nombre. Pour cela, il nous faut élever le rapport de force dans des mobilisations toujours plus convergentes et reprendre la main sur les questions budgétaires et économiques. Revendiquons la justice fiscale pour la justice sociale et environnementale.

Quelques propositions de recettes pour financer les services publics

Au niveau fiscal

- Restaurer l'Impôt de Solidarité sur la Fortune avec une surtaxe climatique : **15 Mds**
- Rétablir la progressivité de l'impôt sur les revenus financiers : **9 Mds**
- Remettre en place une taxation sur les superprofits : **20 Mds**

Égalité de tous·tes les citoyen·nes devant l'impôt

- Taxe Zucman **(15 à 25 Mds)**. Attac rappelle que la population française dans son ensemble paie en moyenne 50 % de ses revenus en impôt (direct ou indirect), ce chiffre est de 27 % pour les milliardaires !
- Récupérer l'évasion fiscale, estimée entre **80 à 100 Mds**

Réorientation des dépenses publiques

- **211 Mds** d'argent public distribués aux grandes entreprises sans contreparties (rapport du Sénat). Quand les dividendes explosent (**107 Mds en 2025**), on peut s'interroger sur l'utilité de toutes ces aides.
- La loi de programmation militaire **(449 Mds sur 6 ans)**. Renoncer au choix d'investir massivement dans la guerre pour renforcer les Services publics.

Un héritage qui interroge

- Dans les années à venir, **9 000 Mds d'euros** vont être transmis de la génération du baby-boom à leurs enfants. L'héritage est actuellement la voie « royale » pour la constitution des grandes fortunes. La FSU propose de réformer l'imposition de l'héritage en ciblant les super-héritages : **12 Mds**.

Il y a donc de très grandes marges de manœuvre (plusieurs centaines de milliards). Ainsi, il est possible de sortir du déficit (estimé à 150 Mds pour 2027), voire d'avoir un budget en excédent.

Conclusion : Il y a urgence pour une autre politique économique et fiscale qui permette la justice sociale et environnementale afin de répondre aux besoins (politique de la demande). Il en va de l'égalité et l'effectivité des droits. Sans cette « révolution fiscale » pourtant inscrite à l'article 13 de la déclaration universelle des droits de l'Homme et du citoyen qui indique « Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, une contribution commune est indispensable : elle doit être répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés », il ne sera pas question de justice sociale et environnementale. C'est aussi le moyen, en élargissant l'assiette contributive des plus riches, de sortir de la spirale de la dette.

L'austérité n'est pas une fatalité, le bonheur est plus que jamais une idée neuve (St Just) pour offrir l'horizon des « jours heureux » porté par le Conseil National de la Résistance.

Mobilisons-nous !

SCANNEZ MOI ! LE DÉFICIT ET LA DETTE PUBLIQUE

SCANNEZ MOI ! COMPRENDRE LA DETTE EN VIDÉO